

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 24

14 mai 1998

### S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 20 février 1998 autorisant Monsieur Victor Joseph EICKHOFF à changer ses prénoms actuels en ceux de «Bertil Victor Joseph» .....	page 562
Arrêté grand-ducal du 20 février 1998 autorisant Monsieur Frank KÖNZIGER ou KINTZINGER à changer son nom patronymique actuel en celui de «KINTZINGER» .....	562
Arrêté ministériel du 19 mars 1998 autorisant Monsieur Emmanuel Maire, agent de sécurité, demeurant à F-57210 Maizières-Lès-Metz, 20, rue Général Maud'Huy, à exercer l'activité privée de convoyage .....	562
Arrêté grand-ducal du 23 mars 1998 approuvant les délibérations des 118 Conseils communaux aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 1998 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial sur les bénéfices et capital d'exploitation .....	563
Arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> avril 1998 portant nomination des membres de la commission écologique .....	566
Arrêté ministériel du 17 avril 1998 portant institution des conseils de promotion chargés de décider de la promotion des étudiants de la 1 <sup>re</sup> à la 2 <sup>e</sup> année d'études et de la délivrance des diplômes à la fin de la deuxième année d'études dans le cadre des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (B.T.S.) au Lycée Technique «Ecole de Commerce et de Gestion» pour l'année scolaire 1997 / 98 .....	567
Arrêté ministériel du 21 avril 1998 autorisant la «Banque INVIK S.A.» à se faire consentir des gages sur fonds de commerce .....	570
Administration gouvernementale – Démission – Nominations. ....	570
Administration judiciaire – Examen de fin de stage .....	570
Administration pénitentiaire – Examen-concours .....	570
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat – Déclaration de livrets perdus pendant le mois de mars 1998 – Annulations de livrets perdus .....	570
Circulation de signes monétaires émis par l'Institut Monétaire Luxembourgeois .....	571
Code Administratif – Deuxième mise à jour – Mise en vente .....	571
Fonction Publique – Législation concernant les agents de l'Etat – Mise en vente .....	571
Entreprises d'assurances – «LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE SA» – Extension d'agrément .....	572
Indice des prix à la consommation au 1 <sup>er</sup> avril 1998 .....	572
Institut Monétaire Luxembourgeois – Démission – Examen de fin de stage de la carrière de l'attaché .....	572
Notariat – Nomination – Vacance de poste .....	572
Relations extérieures – Remise de lettres de créance .....	572
Santé – Art de guérir – Pharmaciens .....	572

**Arrêté grand-ducal du 20 février 1998 autorisant Monsieur Victor Joseph EICKHOFF à changer ses prénoms actuels en ceux de «Bertil Victor Joseph».**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Victor Joseph EICKHOFF, né le 6 avril 1957 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-4986 Sanem – 7, rue de Limpach – sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Bertil Victor Joseph»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Victor Joseph EICKHOFF est autorisé à changer ses prénoms actuels en ceux de «Bertil Victor Joseph».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Château de Berg, le 20 février 1998.  
**Jean**

**Arrêté grand-ducal du 20 février 1998 autorisant Monsieur Frank KÖNZIGER ou KINTZINGER à changer son nom patronymique actuel en celui de «KINTZINGER».**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Frank KÖNZIGER ou KINTZINGER, né le 19 avril 1967 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-1940 Luxembourg – 336, route de Longwy – sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «KINTZINGER»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Frank KÖNZIGER ou KINTZINGER est autorisé à changer son nom patronymique actuel en celui de «KINTZINGER».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*  
**Luc Frieden**

Château de Berg, le 20 février 1998.  
**Jean**

**Arrêté ministériel du 19 mars 1998 autorisant Monsieur Emmanuel Maire, agent de sécurité, demeurant à F-57210 Maizières-Lès-Metz, 20, rue Général Maud'Huy, à exercer l'activité privée de convoyage.**

*Le Ministre de la Justice,*

Vu la loi du 6 juin 1990 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance;

Vu la demande présentée par Monsieur Emmanuel Maire, agent de sécurité, né le 3 mars 1972 à Woippy (France), demeurant 20, rue Général de Maud'Huy à F-57210 Maizières-Lès-Metz, en vue d'obtenir l'autorisation de pouvoir exercer l'activité privée de convoyage;

Vu l'avis favorable des autorités judiciaires;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'agrément d'exercer l'activité de convoyage est accordée à Monsieur Emmanuel Maire, agent de sécurité, demeurant à F-57210 Maizières-Lès-Metz, 20, rue Général de Maud'Huy.

**Art. 2.** La présente autorisation est valable jusqu'au 18 mars 2003.

Luxembourg, le 19 mars 1998.

Le Ministre de la Justice,

**Luc Frieden**

**Arrêté grand-ducal du 23 mars 1998 approuvant les délibérations des 118 Conseils communaux aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 1998 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial sur les bénéfices et capital d'exploitation.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les délibérations des 118 conseils communaux aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 1998 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial sur les bénéfices et capital d'exploitation ;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs ;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> février 1967 modifiant certaines dispositions de la loi sur l'impôt foncier relatives aux taux communaux ;

Vu le règlement grand-ducal du 27 juin 1967 déterminant le rapport entre les taux communaux des impôts fonciers A et B ;

Vu l'article 105 de la loi communale du 13 décembre 1988 ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont approuvées les délibérations des 118 Conseils communaux aux termes desquelles ceux-ci ont fixé les taux multiplicateurs à appliquer pour l'année d'imposition 1998 en matière d'impôt foncier et en matière d'impôt commercial sur les bénéfices et capital d'exploitation tels qu'ils sont repris dans le tableau annexé faisant partie intégrante du présent arrêté grand-ducal.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre de l'Intérieur,  
**Michel Wolter**

Palais de Luxembourg, le 23 mars 1998.

Pour le Grand-Duc  
Son Lieutenant-Représentant  
**Henri**  
Grand-Duc héritier

**Taux des impôts communaux pour 1998 (en %)**

IMPOT				FONCIER						COMMERCIAL	
Rang	Communes	A	B	B1	B2	B3	B4	Abatte- ment	Date délib.		Date délib.
1	BASCHARAGE	250		400		250	120		18.02.1998	250	17.12.1997
2	BASTENDORF	275	275						11.09.1997	300	11.09.1997
3	BEAUFORT	360	360						10.09.1997	270	10.09.1997
4	BECH	260	260						26.11.1997	260	26.11.1997
5	BECKERICH	300		420		300	150		29.12.1997	300	29.12.1997
6	BERDORF	280		375		280	135		04.11.1997	260	04.11.1997
7	BERG (COLMAR)	250		400		250	145		20.10.1997	230	20.10.1997
8	BERTRANGE	245		375		245	115		26.09.1997	250	26.09.1997
9	BETTBORN	400		550		400	200		13.09.1997	300	13.09.1997

IMPOT		FONCIER								COMMERCIAL	
Rang	Communes	A	B	B1	B2	B3	B4	Abatte- ment	Date délib.		Date délib.
10	BETTEMBOURG	250		400		250	145		17.10.1997	270	17.10.1997
11	BETTENDORF	225	225						01.10.1997	225	01.10.1997
12	BETZDORF	300		405		300	145		10.10.1997	250	10.10.1997
13	BISSEN	300		450		300	150		23.10.1997	300	23.10.1997
14	BIWER	300	300						28.10.1997	300	28.10.1997
15	BOEVANGE/A.	350	350						15.10.1997	240	15.10.1997
16	BOULAIDE	300	300						07.11.1997	300	07.11.1997
17	BOURSCHEID	350	350						17.10.1997	240	17.10.1997
18	BOUS	250	250						06.11.1997	250	06.11.1997
19	BURMERANGE	300		445		300	160		15.10.1997	300	15.10.1997
20	CLEMENCY	245		350		245	120		22.10.1997	300	22.10.1997
21	CLERVAUX	350	350						24.09.1997	300	24.09.1997
22	CONSDORF	275	275						14.10.1997	275	14.10.1997
23	CONSTHUM	400	400						15.10.1997	250	15.10.1997
24	CONTERN	290		400		290	135		21.11.1997	250	21.11.1997
25	DALHEIM	250		360		250	125		24.10.1997	250	24.10.1997
26	DIEKIRCH	280		400		280	145		01.12.1997	250	01.12.1997
27	DIFFERDANGE	200		600	200				15.12.1997	250	15.12.1997
28	DIPPACH	240		370		240	130		24.11.1997	270	24.11.1997
29	DUDELANGE	400		600		400	200	30	14.11.1997	250	14.11.1997
30	ECHTERNACH	260		390		260	130		13.10.1997	250	03.11.1997
31	ELL	275	275						09.09.1997	275	09.09.1997
32	ERMSDORF	250		335		250	120		04.11.1997	225	04.11.1997
33	ERPELDANGE	300		430		300	150		17.10.1997	250	17.10.1997
34	ESCHIALZETTE	600		900		600	300		26.09.1997	300	26.09.1997
35	ESCHISURE	350	350						10.09.1997	200	10.09.1997
36	ESCHWEILER	400	400						11.09.1997	300	11.09.1997
37	ETTELBRUCK	280		400		280	145		01.12.1997	250	01.12.1997
38	FEULEN	330	330						14.11.1997	275	14.11.1997
39	FISCHBACH	290		390		290	140		04.11.1997	250	04.11.1997
40	FLAXWEILER	300	300						03.10.1997	300	03.10.1997
41	FOUHREN	250	250						20.10.1997	250	20.10.1997
42	FRISANGE	300		445		300	160		24.10.1997	280	24.10.1997
43	GARNICH	275		375		275	135		20.10.1997	275	20.10.1997
44	GOESDORF	400	400						10.10.1997	250	10.10.1997
45	GREVENMACHER	260	395			260	140		14.11.1997	260	14.11.1997
46	GROSBOUS	300	300						28.11.1997	300	28.11.1997
47	HEFFINGEN	330		450		330	165		16.12.1997	240	16.12.1997
48	HEIDERSCHEID	350	350						07.11.1997	285	07.11.1997

IMPOT		FONCIER								COMMERCIAL	
Rang	Communes	A	B	B1	B2	B3	B4	Abatte- ment	Date délib.		Date délib.
49	HEINERSCHIED	475	475						22.12.1997	300	22.12.1997
50	HESPERANGE	500		750		500	250		06.11.1997	250	06.11.1997
51	HOBSCHEID	300		445		300	160		22.09.1997	300	22.09.1997
52	HOSCHIED	370		370					15.10.1997	275	15.10.1997
53	HOSINGEN	410		550		410	200		22.10.1997	275	22.10.1997
54	JUNGLINSTER	210		300		210	110		13.10.1997	250	13.10.1997
55	KAUTENBACH	340	340						23.10.1997	250	23.10.1997
56	KAYL	340		510		340	170		13.11.1997	275	13.11.1997
57	KEHLEN	225	225						13.01.1998	250	13.01.1998
58	KOERICH	325		450		325	150		16.10.1997	300	16.10.1997
59	KOPSTAL	340		510		340	170		02.09.1997	285	02.09.1997
60	LAC H/SURE	350	350						01.10.1997	300	01.10.1997
61	LAROCLETTE	295		400		295	145		24.11.1997	265	24.11.1997
62	LENNINGEN	235		350		235	115		28.10.1997	250	28.10.1997
63	LEUDELANGE	220		350		220	120		07.11.1997	250	07.11.1997
64	LINTGEN	270		380		270	120		01.10.1997	275	01.10.1997
65	LORENTZWEILER	295		400		295	145		26.11.1997	250	26.11.1997
66	LUXEMBOURG	500		750		500	250		15.12.1997	250	15.12.1997
67	MAMER	300		500		300	150	25	01.10.1997	300	01.10.1997
68	MANTERNACH	200		300		200	100		31.10.1997	250	31.10.1997
69	MEDERNACH	250		375		250	135		05.11.1997	250	05.11.1997
70	MERSCH	300		450		300	150		12.12.1997	250	12.12.1997
71	MERTERT	215		360		215	110		21.10.1997	250	21.10.1997
72	MERTZIG	350	350						08.12.1997	300	08.12.1997
73	MOMPACH	240	240						29.10.1997	260	29.10.1997
74	MONDERCANGE	340		510		340	155		07.11.1997	250	07.11.1997
75	MONDORF/BAINS	430	430						20.11.1997	280	20.11.1997
76	MUNSHAUSEN	500		800		500	290		13.10.1997	280	13.10.1997
77	NEUNHAUSEN	450	450						30.09.1997	350	30.09.1997
78	NIEDERANVEN	300		450		300	150		24.10.1997	250	24.10.1997
79	NOMMERN	250		350		250	125		19.11.1997	240	19.11.1997
80	PETANGE	400		640		400	200	15	20.10.1997	250	20.10.1997
81	PUTSCHEID	400		650		400	200		12.11.1997	300	12.11.1997
82	RAMBROUCH	400	400						28.11.1997	280	28.11.1997
83	RECKANGE	240		365		240	130		10.12.1997	300	10.12.1997
84	REDANGE	250		335		250	120		23.10.1997	250	23.10.1997
85	REISDORF	330		460		330	165		07.11.1997	270	07.11.1997
86	REMERSCHEM	295		400		295	145		29.10.1997	300	29.10.1997
87	REMICH	300		410		300	150		28.11.1997	260	28.11.1997

IMPOT		FONCIER								COMMERCIAL	
Rang	Communes	A	B	B1	B2	B3	B4	Abatte- ment	Date délib.		Date délib.
88	ROESER	500		750		500	250		13.11.1997	300	13.11.1997
89	ROSPORT	300	300						22.10.1997	250	22.10.1997
90	RUMELANGE	340		510		340	170	20	03.11.1997	275	03.11.1997
91	SAEUL	300	300						22.10.1997	270	22.10.1997
92	SANDWEILER	360		600		360	200	25	23.10.1997	250	23.10.1997
93	SANEM	300		500		300	150		05.12.1997	250	05.12.1997
94	SCHIEREN	250		400		250	145		03.11.1997	250	03.11.1997
95	SCHIFFLANGE	340		510		340	170		27.10.1997	250	27.10.1997
96	SCHUTTRANGE	295		400		295	145		08.10.1997	250	08.10.1997
97	SEPTFONTAINES	320		480		320	160		07.10.1997	300	07.10.1997
98	STADTBREDIMUS	250	250						04.11.1997	250	04.11.1997
99	STEINFORT	250		350		250	105		20.10.1997	250	20.10.1997
100	STEINSEL	235		330		235	120		17.11.1997	230	17.11.1997
101	STRASSEN	300		450		300	150		05.11.1997	250	05.11.1997
102	TROISVIERGES	400	400						10.09.1997	275	10.09.1997
103	TUNTANGE	295		410		295	150		05.09.1997	250	05.09.1997
104	USELDANGE	300		410		300	150		10.10.1997	235	10.10.1997
105	VIANDEN	250		375		250	125		08.10.1997	250	08.10.1997
106	VICHTEN	340	340						29.10.1997	250	29.10.1997
107	WAHL	350	350						27.09.1997	300	27.09.1997
108	WALDBILLIG	300	300						02.10.1997	225	02.10.1997
109	WALDBREDIMUS	380	380						10.10.1997	280	10.10.1997
110	WALFERDANGE	400		600		400	200		12.12.1997	260	12.12.1997
111	WEILER/TOUR	300	300						17.01.1998	300	15.01.1998
112	WEISWAMPACH	500		800		500	290		24.10.1997	250	24.10.1997
113	WELLENSTEIN	300	300						22.09.1997	280	22.09.1997
114	WILTZ	280		400		280	145		21.10.1997	250	21.10.1997
115	WILWERWILTZ	500	500						04.11.1997	250	04.11.1997
116	WINCRANGE	450		600		450	220		11.07.1997	200	11.07.1997
117	WINSELER	400	400						27.10.1997	300	27.10.1997
118	WORMELDANGE	265	265						28.11.1997	250	28.11.1997

### Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1998 portant nomination des membres de la commission écologique.

*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture  
et du Développement rural,*

Vu le règlement grand-ducal du 27 octobre 1997 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel et notamment son article 48;

Vu le règlement grand-ducal du 31 janvier 1998 déterminant l'organisation et le fonctionnement de la commission écologique prévue à l'article 48 du règlement grand-ducal du 27 octobre 1997 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>** Sont nommés membres de la commission écologique:

**a) Membres effectifs:**

M. André Loos, Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,

M. Ernest Mousel, Premier Inspecteur des Finances,

M. Richard Klensch, Directeur de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture,

M. Frank Aben, Ingénieur à l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture,

M. Roger Kayl, Conseiller économique 1<sup>ère</sup> classe au Service d'Economie rurale,

M. Jean-Marie Sinner, Ingénieur 1<sup>ère</sup> classe à l'Administration des Eaux et Forêts,

M. René Risch, Représentant de la Chambre d'Agriculture,

M. Pierre Treinen, Représentant de la Chambre d'Agriculture.

**b) Membres suppléants:**

Mme Pia Nick, Attaché d'administration au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural;

Mme Elisabeth Daubenfeld-Ries, Rédacteur à l'Inspection Générale des Finances,

M. Christian Zewen, Ingénieur-chef de division à l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture,

M. Marc Weyland, Ingénieur-inspecteur à l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture,

M. Joseph Thill, Conseiller économique 1<sup>ère</sup> classe au Service d'Economie rurale,

M. Frank Erasmy, Ingénieur-inspecteur à l'Administration des Eaux et Forêts,

M. Aly Leonardy, Représentant de la Chambre d'Agriculture,

M. Pol Gantenbein, Représentant de la Chambre d'Agriculture.

**Art. 2.** Monsieur Georges Bechet, Conservateur au Musée National d'Histoire Naturelle est adjoint à la commission en qualité d'expert.

**Art. 3.** Monsieur Richard Klensch, précité, assumera les fonctions de président et M. Théo Tibesart, rédacteur stagiaire à l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture, celles de secrétaire de la commission.

**Art. 4.** Le présent arrêté est adressé à chacun des membres pour leur servir de titre et une expédition conforme est transmise à la Chambre des Comptes pour information.

**Art. 5.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 1998.  
Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture  
et du Développement rural,  
**Fernand Boden**

**Arrêté ministériel du 17 avril 1998 portant institution des conseils de promotion chargés de décider de la promotion des étudiants de la 1<sup>re</sup> à la 2<sup>e</sup> année d'études et de la délivrance des diplômes à la fin de la deuxième année d'études dans le cadre des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (B.T.S.) au Lycée Technique «Ecole de Commerce et de Gestion» pour l'année scolaire 1997 / 98.**

*La Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle,*

Vu la loi du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, notamment l'article 27;

Vu le règlement grand-ducal du 29 novembre 1991 concernant l'organisation de formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (B.T.S.);

Vu l'article 5 du règlement ministériel du 9 septembre 1997 concernant l'organisation des études et de la promotion des étudiants des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (B.T.S.);

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est institué des conseils de promotion chargés de décider de la promotion des étudiants de la 1<sup>re</sup> à la 2<sup>e</sup> année d'études et de la délivrance des diplômes à la fin de la deuxième année d'études dans le cadre des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (B.T.S.) au Lycée Technique «Ecole de Commerce et de Gestion».

Ces conseils de promotion sont constitués comme suit:

**Président et Commissaire du Gouvernement**

M. TAGLIAFERRI JEAN, professeur-attaché au Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle



**1) Membres du conseil de promotion pour la section «Comptabilité et Gestion d'Entreprise»**

Mme POOS JOSE ép. FRIDERES, directrice  
 M. HEINEN JOSE, directeur adjoint  
 M. ASSA CLAUDE, professeur  
 M. BERSCHIED LUCIEN, professeur  
 M. BOVE FRANK, professeur  
 M. CLAUSSE RAOUL, professeur  
 M. DIDIER PAUL, professeur  
 Mme DIEDERICH MARIE-PAULE ép. CAPESIUS, professeur  
 M. DIEDERICH PAUL, professeur  
 Mme DOLAR MARTINE, professeur  
 M. FREILINGER LUCIEN, professeur  
 M. HARMELIN CLAUDE, professeur  
 Mme HOFFMANN MARIANNE ép. KOOB, professeur  
 M. JANS JEAN-MARIE, professeur  
 M. KAUFFMANN PIERRE, professeur  
 M. KLEE GILBERT, professeur  
 M. KLEIN EDMOND, professeur  
 M. KLEIN MARC, professeur  
 M. KNEPPER HENRI, professeur  
 M. KRIER FRANK, professeur  
 M. KRIER JEAN, professeur  
 Mme KUGENER MAGGY ép. BEN FADHEL, professeur  
 M. LEHNERTZ FERNAND, professeur  
 M. LOMMEL RENE, professeur  
 Mme MARC MICHELE, professeur  
 M. MASSARD JEAN, professeur  
 M. MEDERNACH ROGER, professeur  
 M. OTTELE JEAN-MARIE, professeur  
 Mme REDEL MARGOT, professeur  
 Mme SCHANEN MICHELE, professeur  
 M. SCHREINER JEAN-PAUL, professeur  
 Mme SCHROEDER FRANCOISE, professeur-stagiaire  
 M. SUNNEN CARLO, professeur  
 M. WAGNER GASTON, professeur  
 Mme WILTZIUS MARIE-JEANNE ép. GIERES, professeur  
 Mme BUCHLER BRIGITTE, chargée de cours  
 Mme HEISBOURG KARIN, chargée de cours  
 Mme SCHMITZ NADINE ép. MANGEN, chargée de cours  
 M. WAGENER Yves, chargé de cours

**2) Membres du conseil de promotion pour la section «Marketing et Commerce International»**

Mme POOS ép. FRIDERES JOSE, directrice  
 M. HEINEN JOSE, directeur adjoint  
 M. ASSA CLAUDE, professeur  
 M. BERSCHIED LUCIEN, professeur  
 M. BOVE FRANK, professeur  
 M. CLAUSSE RAOUL, professeur  
 Mme DOLAR MARTINE, professeur  
 M. FEYEREISEN CHARLES, professeur  
 M. FREILINGER LUCIEN, professeur  
 Mme HOFFMANN MARIANNE ép. KOOB, professeur  
 M. JUNCKER ARMAND, professeur  
 M. KLEE GILBERT, professeur  
 M. KLEIN EDMOND, professeur  
 M. KLEIN MARC, professeur  
 M. KNEPPER HENRI, professeur  
 Mme KRIER EDMEE, professeur  
 M. KRIER FRANK, professeur  
 M. KRIER JEAN, professeur  
 M. KRIER PAUL, professeur  
 Mme KUGENER MAGGY, professeur



M. LEHNERTZ FERNAND, professeur  
 Mme MARC MICHELE, professeur  
 M. MARX REMI, professeur  
 Mme REDEL MARGOT, professeur  
 Mme SCHANEN MICHELE, professeur  
 M. STASIAK PAUL, professeur  
 M. SUNNEN CARLO, professeur  
 M. WAGNER GASTON, professeur  
 M. WAGNER POL, professeur  
 Mme WILTZIUS MARIE-JEANNE ép. GIERES, professeur  
 M. BERWICK ALAIN, chargé de cours  
 Mme HEISBOURG KARIN ép. MAILLIET, chargée de cours  
 Mme BOUTROS MANON ép. ISSA, chargé de cours  
 Mme HARF DANIELLE ép. KOCH, chargée de cours  
 M. PROIETTI ANGELO, chargé de cours  
 M. ROLIN CHRISTIAN, chargé de cours  
 M. SCHMIT FRANK, chargé de cours  
 Mme SENDON-BORRAS MARIA ANTONIA, chargée de cours  
 M. WAGENER Yves, chargé de cours

### **3) Membres du conseil de promotion pour la section «Secrétariat et Bureautique»**

Mme POOS ép. FRIDERES JOSE, directrice  
 M. HEINEN JOSE, directeur adjoint  
 M. BERSCHIED LUCIEN, professeur  
 M. BIWER JACQUES, professeur  
 Mme BRUCK MARIELE ép. SCHARTZ, maître de cours spéciaux  
 M. CLAUSSE RAOUL, professeur  
 Mme CLEES TESSY ép. MEYERS, professeur  
 Mme GROSCH CHANTAL ép. REDING, maître de cours spéciaux  
 M. HILT JEAN-CLAUDE, professeur  
 M. KLEE GILBERT, professeur  
 M. KLEIN EDMOND, professeur  
 M. KLEIN MARC, professeur  
 M. KRIER JEAN, professeur  
 M. KRIER PAUL, professeur  
 M. LEHNERTZ FERNAND, professeur  
 Mme MARC MICHELE, professeur  
 M. MARX REMI, professeur  
 Mme REDEL MARGOT, professeur  
 Mme SCHANEN MICHELE, professeur  
 M. STIWER PIERRE, professeur  
 M. TOUSSING NICO, professeur  
 M. WAGENER FRANCOIS, professeur  
 M. WAGNER GASTON, professeur  
 Mme HARF DANIELLE ép. KOCH, chargée de cours  
 Mme HEISBOURG KARIN ép. MAILLIET, chargée de cours  
 Mme KAYSER CHRISTIANE ép. COLBACH, chargée de cours  
 Mme LEGILLE ANNICK ép. LOMMEL, chargée de cours  
 M. PROIETTI ANGELO, chargé de cours  
 Mme SCHMITZ BRIGITTE ép. BUCHLER, chargée de cours  
 Mme SCHMITZ NADINE ép. MANGEN, chargée de cours  
 Mme SENDON-BORRAS MARIA ANTONIA, chargée de cours  
 Mme VAN CAILLIE VERONIQUE chargée de cours

**Art. 2.** Les conseils de promotion se réuniront sur la convocation de leur président. Ils procéderont aux décisions conformément aux règlements en vigueur et feront rapport de leurs travaux.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Un exemplaire sera expédié aux membres des conseils de promotion pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 17 avril 1998.  
 La Ministre de l'Education Nationale  
 et de la Formation Professionnelle,  
**Erna Hennicot-Schoepges**

**Arrêté ministériel du 21 avril 1998 autorisant la «Banque INVIK S.A.» à se faire consentir des gages sur fonds de commerce.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu la requête présentée par la «Banque INVIK S.A.» de Luxembourg par laquelle cette société demande à être agréée au Grand-Duché de Luxembourg pour se voir consentir des gages sur fonds de commerce;

Vu l'article 12 de l'arrêté grand-ducal du 27 mai 1937 portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce, tel que modifié par l'article V (3) de la loi du 21 décembre 1994 modifiant certaines dispositions légales relatives au transfert de créances et au gage.

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La «Banque INVIK S.A.» de Luxembourg est autorisée à se faire consentir des gages sur fonds de commerce sous les conditions mentionnées à l'article 2.

**Art. 2.** a) Le taux d'intérêt des opérations en devises ne pourra dépasser les taux usuels du marché pratiqués pour des opérations du même genre.

b) Le taux d'intérêt des opérations en Flux et en FB ne pourra dépasser le taux de l'intérêt légal fixé annuellement par un règlement grand-ducal. La commission éventuelle qui ne peut en aucun cas être renouvelée, ne peut être supérieure à 1/2%.

c) Il est interdit d'aggraver la situation du débiteur par l'insertion d'une clause pénale dans le contrat de prêt pour le cas de retard du remboursement du capital ou du paiement des intérêts.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial, Recueil Administratif et Economique.

Luxembourg, le 21 avril 1998.

*Le Ministre des Finances,*

**Jean-Claude Juncker**

**Administration gouvernementale. – Démission. – Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 12 mars 1998, démission honorable de ses fonctions d'Inspecteur principal premier en rang a été accordée, sur sa demande et à partir du 1<sup>er</sup> juin 1998, à Monsieur Jean Bong. Par ce même arrêté, le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur Jean Bong.

Par arrêté grand-ducal du 17 mars 1998, Monsieur Gaston Wolmering, Attaché de Gouvernement premier en rang, a été nommé Conseiller de direction adjoint. Par arrêté grand-ducal du 17 mars 1998, Monsieur Michel Wagner, Attaché de Gouvernement hors cadre, a été nommé Attaché de Gouvernement premier en rang hors cadre. Par arrêté grand-ducal du 27 mars 1998, Monsieur Hubert Schumacher, Ingénieur-inspecteur à l'Entreprise des Postes et Télécommunications, a été nommé Attaché de Gouvernement premier en rang hors cadre à l'administration gouvernementale à partir du 1<sup>er</sup> avril 1998. Par arrêté grand-ducal du 17 mars 1998, Madame Pascale Toussing, Attaché d'Administration, a été nommée Attaché de Gouvernement.

Par arrêté grand-ducal du 17 mars 1998, Madame Sonja Muller, chef de bureau adjoint, a été nommée chef de bureau.

**Administration judiciaire. – Examen de fin de stage.** – L'administration judiciaire organisera les 7 et 9 décembre 1998 un examen de fin de stage dans la carrière de l'agent de probation auprès de l'administration judiciaire.

**Administration pénitentiaire. – Examen-concours.** – L'administration pénitentiaire organisera le 20 juillet 1998 un examen-concours d'admission au stage dans la carrière inférieure du sous-officier. Les épreuves préliminaires à cet examen sont fixées au 3 juillet 1998.

**Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat. – Déclaration de livrets perdus pendant le mois de mars 1998.** (Publication prescrite par l'art. 56 de l'arrêté grand-ducal du 10 juin 1901 portant règlement pour la Banque et Caisse d'Epargne).

Les livrets énumérés ci-après ont été déclarés perdus:

Nos: 10/0/094668-77	10/0/114843-76	10/0/117100-05	10/0/132524-06	10/0/136883-97	10/0/139375-67
10/0/146069-68	10/0/183790-56	10/0/193483-49	10/0/194306-96	10/0/204872-89	10/0/212437-88
10/0/218722-68	10/0/219962-47	10/0/222463-26	10/1/158338-45	10/1/159434-74	10/1/181991-30
10/3/189934-73	10/3/191700-93	10/3/191934-36	10/3/194163-34	10/3/194503-83	10/5/004096-44
10/5/005501-91	10/9/001126-92	10/9/006054-73	10/9/016198-32	10/9/168859-14	22/0/236927-76
22/1/236865-41	26/0/267232-33	28/0/289704-56	36/0/377932-40	36/0/380840-38	36/8/379363-38
36/8/379561-42	41/0/418867-33	42/0/434179-95	44/0/450642-26	45/0/451216-94	45/0/455945-08
45/3/452878-91	49/0/493079-66	49/3/494413-26	50/0/502491-48	50/0/506865-57	50/0/540370-97
50/3/588606-11	50/5/590199-09	53/0/607240-71	54/0/612428-97	54/0/616728-32	62/0/660876-71
69/0/692026-34	69/0/694863-58	70/7/723210-55	73/0/745464-38	73/0/752487-77	73/1/746653-90
73/1/747421-82	73/1/749357-78	73/1/749358-79	73/1/750373-27	73/3/748351-96	76/0/764526-25
78/0/785088-78	79/3/000329-12	87/3/884723-83	89/0/898121-69	91/9/918306-85	93/0/935703-28

Les détenteurs desdits livrets d'épargne sont invités à les présenter endéans les quinze jours, soit au Bureau Central, soit à une des agences de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, pour faire valoir leurs droits.

Aucun remboursement ne peut avoir lieu sur les livrets en question.

**Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat. – Annulation de livrets perdus.** (Publication prescrite par l'art. 56 de l'arrêté grand-ducal du 10 juin 1901 portant règlement pour la Banque et Caisse d'Epargne).

Par décision du 6 avril 1998, Monsieur le Ministre des Finances a annulé les livrets

Nos: 10/0/017368-86	10/0/147740-90	10/0/192360-90	10/0/195604-36	10/0/199700-58	10/0/206757-34
10/0/213227-05	10/0/218785-34	10/0/219039-94	10/0/222805-77	10/0/224046-57	10/3/190042-84
10/3/191240-21	10/3/192948-80	10/5/004395-52	10/7/202935-87	22/0/237849-28	26/0/279740-28
28/0/282420-47	28/3/289949-91	30/0/324736-29	31/3/310348-57	33/3/000343-22	33/3/356073-53
50/0/503044-19	50/0/525508-76	50/0/539902-17	50/0/547265-08	50/0/549172-72	50/0/550141-71
50/0/550142-72	50/0/550522-64	50/0/551801-82	50/3/575428-25	50/3/588973-87	52/3/557148-36
62/0/623545-85	62/0/646254-96	62/0/660356-36	69/0/695325-35	69/1/695932-87	69/3/696427-54
69/3/700009-47	73/0/750414-41	73/7/739984-82	76/5/768660-26	89/3/899469-43	91/7/918465-93

De nouveaux livrets ont été remis aux déposants.

**Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat. – Annulation de livrets perdus.** (Publication prescrite par l'art. 56 de l'arrêté grand-ducal du 10 juin 1901 portant règlement pour la Banque et Caisse d'Epargne).

Par décision du 27 avril 1998, Monsieur le Ministre des Finances a annulé les livrets

Nos: 10/0/085225-43	10/0/189017-45	10/0/197663-58	10/0/216088-53	10/1/158649-65	10/1/158650-66
10/3/193162-03	22/0/238111-96	26/3/272157-92	26/3/272630-80	28/0/283397-54	30/0/328815-34
33/0/002181-33	33/0/259056-52	36/0/382023-57	37/3/060050-97	44/3/444835-23	44/7/448406-16
50/0/503396-80	50/0/565503-10	50/1/582003-47	50/7/596686-51	62/1/643578-66	62/3/649574-05
69/0/691858-60	69/0/696978-39	73/0/749268-59	76/0/777682-86	80/0/810211-36	84/3/853770-39
87/0/879723-46	91/0/917423-26	91/3/919239-80	91/7/915790-37	93/3/935050-38	

De nouveaux livrets ont été remis aux déposants.

#### **Circulation de signes monétaires émis par l'Institut Monétaire Luxembourgeois.**

(Publication prévue par l'art. 19, par. 2 de la loi du 20 mai 1983 portant création d'un Institut Monétaire Luxembourgeois).  
Situation au 31 mars 1998: Francs

<b>A) Billets</b>		
F 5.000 (type 1993):	.....	3.279.250.000,–
F 1.000 (type 1985):	.....	1.214.463.000,–
F 100 (type 1986):	.....	194.362.000,–
<b>B) Monnaies métalliques</b>		
F 50 (type 1987):	.....	509.908.850,–
F 20 (type 1990):	.....	21.969.300,–
F 5 (type 1986):	.....	119.862.465,–
F 1 (type 1988):	.....	47.997.660,–
Sous-total	.....	5.387.813.275,–
Monnaies numismatiques:	.....	3.854.116,–
Monnaies commémoratives:	.....	20.788.700,–
Total	.....	5.412.456.091,–

*Institut Monétaire Luxembourgeois*

**Code Administratif: Deuxième mise à jour – Mise en vente.** – La seconde mise à jour du Code Administratif, incluant les textes légaux et réglementaires jusqu'au 24 novembre 1997, est en vente en librairie au prix de 650,- francs (TTC).

**Fonction Publique. – Législation concernant les agents de l'Etat. – Mise en vente.** – Le nouveau recueil FONCTION PUBLIQUE qui recouvre la législation, à jour au 24 novembre 1997, relative aux agents de l'Etat: fonctionnaires, employés et ouvriers de l'Etat (Textes coordonnés et Jurisprudence), est en vente dans les librairies au prix de 450,- francs (TTC).

**Entreprises d'assurances. – «LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE SA» – Extension d'agrément.** – Par arrêté ministériel du 31 mars 1998, l'entreprise d'assurances «LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE SA», avec siège social à L-2633 Senningerberg, Airport Center, 2, Route de Trèves, a été autorisée à étendre ses activités à la couverture des risques de la branche:

N° 3 Gestion de Fonds Collectifs de Retraite.

**Indice des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> avril 1998.** – L'indice des prix à la consommation établi conformément au règlement grand-ducal du 27 décembre 1996 est de **584.00** au 1<sup>er</sup> avril par rapport à la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1<sup>er</sup> avril 1998 à **584.87**.

Luxembourg, le 30 avril 1998.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques.

**Institut Monétaire Luxembourgeois. – Démission.** – Par arrêté grand-ducal du 28 avril 1998, démission honorable de ses fonctions a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Pierre *Jaans*, directeur général de l'Institut Monétaire Luxembourgeois avec effet au 1<sup>er</sup> mai 1998. Par arrêté grand-ducal du même jour le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur Pierre *Jaans* préqualifié.

**Institut Monétaire Luxembourgeois. – Examen de fin de stage de la carrière de l'attaché.** – L'Institut Monétaire Luxembourgeois organisera le 17 juin 1998 un examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale des stagiaires de la carrière de l'attaché.

**Notariat. – Nomination.** – Par arrêté grand-ducal du 20 avril 1998, Maître Frank *Molitor*, notaire à Mondorf-les-Bains, a été nommé notaire à Dudelange.

**Notariat. – Vacance de poste.** – Pour le poste de notaire vacant à Mondorf-les-Bains, les demandes sont à faire parvenir au Ministère de la Justice dans le délai de trois semaines à partir de la présente publication.

Les demandes doivent être accompagnées soit d'une copie du certificat de fin de stage, branche droit notarial, soit d'une copie du diplôme de candidat notaire et d'une notice biographique indiquant notamment les postes déjà occupés.

**Relations extérieures. – Remise de lettres de créance.** – Le 20 mars 1998 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Madame Jane *Debenest*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France.

A la même occasion Son Excellence Madame Jane *Debenest* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 20 mars 1998 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur *Ding Baohua*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Populaire de Chine.

A la même occasion Son Excellence Monsieur *Ding Baohua* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 20 mars 1998 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur *Zeljko Matic*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Croatie.

A la même occasion Son Excellence Monsieur *Matic* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

**Santé. – Art de guérir.** – Par arrêté ministériel du 23 avril 1998, Monsieur Sharam *Zahedi*, né le 1<sup>er</sup> novembre 1966, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

**Santé. – Pharmaciens.** – Par arrêté ministériel du 21 avril 1998, Madame Michèle *Lenaerts* ép. *Podevyn*, née le 14 novembre 1967, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.